



Conseil de sécurité

Soixante-dix-septième année

9124^e séance

Mardi 6 septembre 2022, à 15 heures
New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. de Rivière	(France)
<i>Membres :</i>	Albanie	M. Hoxha
	Brésil	M. Costa Filho
	Chine	M. Geng Shuang
	Émirats arabes unis	M. Abushahab
	États-Unis d'Amérique	M. Mr. DeLaurentis
	Fédération de Russie	M. Nebenzia
	Gabon	M. Biang
	Ghana	M. Agyeman
	Inde	M ^{me} Kamboj
	Irlande	M ^{me} Moran
	Kenya	M. Kiboino
	Mexique	M. de la Fuente Ramírez
	Norvège	M ^{me} Heimerback
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Dame Barbara Woodward

Ordre du jour

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

Le Président : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de l'Allemagne et de l'Ukraine à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Rafael Mariano Grossi, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je souhaite chaleureusement la bienvenue au Secrétaire général, S. E. M. António Guterres, à qui je donne la parole.

Le Secrétaire général : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette séance sur l'évolution de la situation au sein et autour de la centrale nucléaire de Zaporijia, au sud de l'Ukraine. Je tiens à saluer l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et la mission dirigée par le Directeur général Grossi pour leurs efforts et leur courage. Qu'il me soit également permis de remercier les parties prenantes pour leur coopération. Je laisserai au Directeur général Grossi le soin de présenter ce que lui et son équipe ont pu observer pendant leur séjour.

Le Secrétariat a fièrement soutenu l'AIEA dans sa mission essentielle consistant à assurer la sûreté de l'exploitation de la centrale. Je tiens à remercier personnellement tous les collègues qui les ont assistés, en particulier les 13 professionnels du Secrétariat chargés du soutien et de la sécurité, qui ont joué un rôle vital pour permettre à la mission de l'AIEA de se déployer avec succès.

(l'orateur poursuit en anglais)

Je reste gravement préoccupé par la situation au sein et autour de la centrale nucléaire de Zaporijia, y compris par les informations faisant état de récents bombardements. Soyons clairs. Tout dégât, intentionnel ou non, à la plus grande centrale nucléaire d'Europe, à Zaporijia, ou à toute autre installation nucléaire en Ukraine, pourrait être catastrophique non seulement pour la zone située à proximité immédiate de la centrale,

mais aussi pour l'ensemble de la région et au-delà. Il faut tout faire pour éviter un tel scénario. Le bon sens et la coopération doivent être de mise. Toute action susceptible de mettre en danger l'intégrité physique, la sûreté ou la sécurité de la centrale nucléaire est inacceptable. Tous les efforts visant à rétablir la centrale en tant qu'infrastructure purement civile sont essentiels.

Dans un premier temps, les forces russes et ukrainiennes doivent s'engager à ne mener aucune activité militaire en direction ou en provenance du site. La centrale de Zaporijia et ses environs ne doivent être ni la cible ni le théâtre d'opérations militaires.

Dans un deuxième temps, un accord sur un périmètre démilitarisé devrait être obtenu. Il s'agirait plus précisément, pour les forces russes, de s'engager à retirer l'ensemble de leur personnel et de leur matériel militaires de ce périmètre et, pour les forces ukrainiennes, de s'engager à ne pas y pénétrer. Les opérateurs de la centrale doivent être en mesure de s'acquitter de leurs responsabilités, et les communications doivent être maintenues. Le moment est venu de s'accorder d'urgence sur des mesures concrètes pour garantir la sécurité de la zone.

Malheureusement, le mois dernier, la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a vu planer sur elle l'ombre de la guerre en Ukraine. Le document final cherchait à aborder la question de la sûreté et de la sécurité des centrales nucléaires dans les zones de conflit armé, y compris en Ukraine. Mais la Conférence n'est pas parvenue à un consensus pour saisir l'occasion de renforcer le Traité. J'appelle tous les États à utiliser toutes les voies du dialogue et de la diplomatie pour progresser sur ces questions cruciales.

Pour ce qui est de l'avenir, je suis confiant que les experts de l'AIEA actuellement déployés à Zaporijia seront en mesure de mener à bien leur travail sans entrave et de contribuer à garantir durablement la sûreté et la sécurité nucléaires de la centrale. Il est dans notre intérêt à tous que leur mission essentielle soit couronnée de succès. Engageons-nous à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour les soutenir. Soyons en outre déterminés à continuer d'œuvrer en faveur de la paix dans le respect du droit international et de la Charte des Nations Unies.

Le Président : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration liminaire.

Je donne maintenant la parole à M. Grossi.

M. Grossi : C'est un plaisir de m'adresser au Conseil de sécurité pour la troisième fois cette année à propos de la situation en Ukraine, et un plaisir spécial de le faire sous la présidence française.

(l'orateur poursuit en anglais)

Je tiens également à remercier le Secrétaire général de sa présence parmi nous aujourd'hui. Il a évoqué dans son discours le travail remarquable accompli par l'ONU, par l'intermédiaire de son personnel, dans le cadre de notre importante mission, en accompagnant ses membres pendant quelques jours et en vivant à leurs côtés des moments très tendus. J'ai pu observer leur dévouement héroïque et leur dévotion à la cause de l'ONU. Je remercie encore une fois le Secrétaire général. Nous continuerons, je l'espère, à œuvrer de concert pour assurer la stabilité des installations nucléaires en Ukraine.

Comme les membres du Conseil ont pu le constater aujourd'hui, j'ai publié un rapport complet sur la mission que j'ai eu l'honneur de diriger la semaine dernière en Ukraine et la visite à la centrale nucléaire de Zaporijia. Cette mission est le fruit d'un travail minutieux de près de six mois, au cours desquels des efforts considérables ont été déployés pour essayer de faire ce qui suit : nous rendre sur place avec nos inspecteurs et rédiger un rapport circonstancié sur la situation afin de corroborer certains des faits que nous avons observés au cours des six derniers mois. Nous ne voulions toutefois pas nous arrêter là, mais aussi formuler des recommandations très concrètes sur la base de ce que nous avons vu à la centrale.

Le premier pilier important de la sûreté de toute installation nucléaire consiste à ne pas porter atteinte à son intégrité physique. Malheureusement, comme j'ai eu l'occasion de le dire dans l'exposé que j'ai présenté le 11 août (voir S/PV.9109), sous la présidence chinoise, c'est ce qui s'est produit, et cela continue. Les attaques physiques et les frappes subies par l'installation, délibérées ou non, que j'ai pu constater de mes propres yeux et évaluer aux côtés de mes experts, sont tout simplement inacceptables. Nous jouons avec le feu, et quelque chose de catastrophique pourrait se produire. C'est pourquoi, dans notre rapport, nous proposons de créer une zone de protection de la sûreté et de la sécurité nucléaires, limitée au périmètre de la centrale et à l'installation elle-même. Je reviendrai sur ce point plus tard.

Le deuxième pilier, qui est important, prévoit que tous les systèmes et équipements de sûreté et de sécurité fonctionnent normalement et sans entrave et soient pleinement opérationnels. Or, nous savons et avons constaté que les opérateurs de la centrale travaillaient dans des conditions extrêmement difficiles, compte tenu de la présence d'équipements et de véhicules militaires à divers endroits de la centrale. À cet égard, nous préconisons concrètement que les véhicules et équipements militaires qui sont actuellement présents sur le site, à l'intérieur des bâtiments de la centrale nucléaire, soient retirés afin de ne pas perturber le fonctionnement normal du système de sûreté et de sécurité nucléaires.

Le troisième pilier précise que les membres du personnel qui font fonctionner la centrale doivent être en mesure de s'acquitter de leurs fonctions sans subir de pressions indues ou de contraintes. Comme les membres du Conseil le savent, cette question a été abordée à maintes reprises pendant la crise, surtout depuis l'occupation de la centrale nucléaire en mars. Nous avons pu travailler main dans la main avec les experts, et nous sommes arrivés à la conclusion, qui fait l'objet d'une recommandation particulière dans mon rapport, selon laquelle l'opérateur doit pouvoir rétablir la chaîne habituelle de commandement et de responsabilité d'une manière claire, et qu'il faut rétablir un environnement de travail approprié, y compris un soutien familial adéquat pour le personnel.

Le quatrième pilier concerne l'approvisionnement en électricité hors site. J'y ai également fait référence par le passé et, comme tout le monde le sait, cette question revêt une importance capitale dans la mesure où une centrale nucléaire privée de toute alimentation électrique externe risque de perdre certaines fonctionnalités essentielles, comme le refroidissement de ses réacteurs et combustibles irradiés. En l'absence de ces fonctionnalités, un accident nucléaire très grave pourrait se produire. En ce qui concerne ce pilier, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) recommande que les lignes d'alimentation électrique hors site soient rétablies et disponibles à tout moment. Pour que cela soit possible, toutes les activités militaires susceptibles de perturber les systèmes d'alimentation électrique doivent cesser immédiatement.

Le cinquième pilier dispose que les chaînes d'approvisionnement et de transport à destination et en provenance du site ne doivent jamais être interrompues. Comme le Secrétaire général l'a rappelé à juste titre, nous devons garder à l'esprit que la centrale

nucléaire de Zaporijia, la plus grande d'Europe, est un vaste site industriel qui requiert un flux constant de pièces de rechange et d'autres équipements. À l'heure actuelle, la situation est anormalement perturbée du fait du conflit. À cet égard, nous recommandons concrètement que toutes les parties s'engagent et contribuent à garantir le bon fonctionnement des chaînes d'approvisionnement. En conséquence, nous voudrions rappeler que, grâce aux programmes d'assistance et de soutien de l'AIEA que nous avons mis en place, les flux d'approvisionnement ont été entièrement rétablis à Tchernobyl par exemple, et un mécanisme similaire pourrait être instauré à Zaporijia.

Le sixième pilier concerne le fonctionnement des systèmes de surveillance des rayonnements afin d'évaluer la situation et de déterminer s'il y a des rayonnements dans l'atmosphère. Certains de nos réseaux de systèmes de surveillance ont été touchés. La sixième recommandation concrète de notre rapport indique que le site doit continuer de préserver cette fonction, notamment au moyen d'exercices que l'AIEA peut contribuer à assurer.

Le septième et dernier pilier précise qu'il doit y avoir des communications constantes et fiables entre l'autorité de régulation ukrainienne et les autres acteurs. Nous avons constaté à plusieurs reprises que les lignes de communication avaient été interrompues. Dans sa septième recommandation, l'AIEA préconise donc que, conformément à chacun des sept piliers de la sûreté et de la sécurité nucléaires, des moyens et canaux de communication fiables et en nombre suffisant soient sécurisés à tout moment.

La mission historique effectuée d la semaine dernière nous a fourni, ainsi qu'à la communauté internationale, un instrument précieux, à savoir une mission d'évaluation et de surveillance de l'AIEA sur place, grâce à laquelle nous disposons tous aujourd'hui d'un rapport complet qui propose une lecture neutre, impartiale et technique de la situation.

En outre, ce qui revêt également un intérêt immense, c'est le fait que des inspecteurs de l'AIEA sont restés sur le site. À l'heure actuelle, par l'intermédiaire de l'AIEA, l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale peuvent disposer d'une évaluation directe et immédiate de la situation sur le terrain au fur et à mesure de son évolution. C'est un fait sans précédent. Par le passé, lorsque des inspecteurs de l'AIEA se rendaient dans des endroits qui avaient été le théâtre de circonstances difficiles, comme Tchernobyl

et Fukushima, ou d'un conflit armé, comme en Iraq, ces visites avaient toujours lieu après coup pour constater les dégâts et remédier à des événements déjà survenus. Dans le cas présent, nous sommes soumis à l'impératif historique et éthique d'empêcher que quelque chose ne se produise. En ayant établi une présence et en convenant d'une zone de protection spéciale en matière de sûreté et de sécurité, nous avons la possibilité d'empêcher un incident de se produire.

Comme l'indique le rapport, nous sommes disposés à engager rapidement des consultations avec les parties. Une telle mesure peut être considérée comme une mesure provisoire dans l'espoir que d'autres mesures plus exhaustives et plus efficaces dans le contexte du conflit – qui ne relève pas de la compétence de l'AIEA, bien entendu – puissent être convenues. Néanmoins, c'est quelque chose qui peut être fait dès maintenant. Les inspecteurs sont déjà déployés sur place et effectuent leur travail. Nous pouvons nous mettre d'accord sur un mécanisme de protection très simple mais incroyablement nécessaire pour éviter ce qui se produit en ce moment même, à savoir le bombardement d'une centrale nucléaire.

Saisissons cette occasion ô combien fondamentale pour garantir la paix et la sécurité et protéger les populations d'Ukraine et d'ailleurs.

Le Président : Je remercie M. Grossi de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions de leurs exposés le Secrétaire général Guterres et le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Rafael Grossi.

Nous rendons hommage à M. Grossi pour sa décision de dépêcher une mission de l'Agence à la centrale nucléaire de Zaporojie. Il s'agit d'une démarche responsable et courageuse de la part des dirigeants de l'AIEA, qui confirme le rôle mondial joué par l'Agence dans le domaine de l'énergie nucléaire. Nous nous félicitons que cette visite ait permis au Directeur général et à son équipe d'évaluer personnellement la situation à la centrale de Zaporojie et de s'assurer que nous respectons strictement les principes de sûreté et de sécurité qu'il a formulés.

Comme il l'a déclaré lors de sa séance d'information à Vienne le 2 septembre, il est important qu'il ait pu constater par lui-même que, grâce à la coopération bien rodée entre le personnel et les forces armées russes qui gardent la centrale, celle-ci fonctionne dans l'ensemble normalement et sa sécurité ne fait l'objet d'aucune menace interne. Il a eu une excellente occasion de constater que la seule menace qui pèse sur la centrale émane des bombardements et des sabotages opérés par les forces armées ukrainiennes. Nous en trouvons une confirmation dans la conclusion qu'il a formulée lors de la séance d'information que je viens de mentionner, à savoir que la principale préoccupation de l'Agence est la sûreté physique et l'intégrité de la centrale, qui se sont trouvées exposées à des risques accrus en raison des bombardements du mois d'août.

Nous regrettons que son rapport sur l'application des garanties de l'AIEA en Ukraine pour la période d'avril à septembre de cette année, publié il y a quelques heures à peine, ne fasse pas directement mention de la source des bombardements. Nous comprenons sa position en tant que responsable de l'organe de régulation international, mais dans la situation actuelle, il est extrêmement important de dire les choses telles qu'elles sont. Si le document était exclusivement consacré aux résultats de sa visite à la centrale nucléaire de Zaporojie, ses conclusions seraient peut-être plus claires et moins ambiguës. Nous aurons besoin de davantage de temps pour examiner le document, je n'entrerai donc pas dans les détails maintenant. Nous aimerions simplement demander au Directeur général de nous éclairer sur le type de matériel militaire qu'il a vu au cours de sa visite à la centrale nucléaire de Zaporojie.

Nous ne restons pas les bras croisés ni ne permettons que les actes irréflectés du régime de Kiev soient passés sous silence. Le mois dernier, nous avons convoqué à deux reprises une séance du Conseil de sécurité sur cette question (voir S/PV.9109 et S/PV.9114). Nous avons essayé de faire passer le message à nos collègues occidentaux en leur expliquant que ces bombardements faisaient peser une menace réelle de catastrophe nucléaire sur la plus grande centrale nucléaire d'Europe. Nous avons exhorté les délégations occidentales à réfléchir aux conséquences potentielles pour la population du continent et à rappeler au calme leurs protégés à Kiev. Malheureusement, ils n'ont pas entendu notre appel, et le régime de Kiev a continué de bombarder la centrale de Zaporojie avec le consentement tacite de ses soutiens occidentaux. C'est encore le cas aujourd'hui, mais je reviendrai sur ce point plus tard.

Nous saluons la décision des responsables de l'AIEA d'établir une présence permanente de l'Agence à la centrale. La situation s'en trouve modifiée sur le plan qualitatif : l'AIEA peut désormais évaluer la situation de manière indépendante et en temps réel, étant donné que deux inspecteurs se trouvent en permanence à la centrale de Zaporojie. Nous sommes disposés à apporter tout l'appui voulu à leur travail.

Je tiens à souligner que, dès le début, nous avons appuyé de manière constante les efforts déployés par l'AIEA pour garantir la sûreté et la sécurité nucléaires des installations nucléaires ukrainiennes. La partie russe a fait tout ce qui était en son pouvoir pour veiller à ce que M. Grossi et son équipe se rendent à la centrale nucléaire de Zaporojie, y effectuent leur travail et regagnent Vienne en toute sécurité. Ce constat a été dressé par le représentant officiel du Secrétaire général de l'ONU, qui a souligné que la Fédération de Russie avait pris toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des inspecteurs de l'AIEA qui ont visité la centrale nucléaire de Zaporojie. Nous aimerions savoir ce que le Directeur général pense de la coopération dont l'AIEA a bénéficié de la part de la partie russe, en particulier en ce qui concerne la garantie d'un niveau de sécurité approprié pour la mission.

Malheureusement, comme nous le craignons, la partie ukrainienne, se rendant compte qu'elle ne pouvait pas se servir de la visite de l'AIEA à la centrale nucléaire de Zaporojie à des fins de propagande, a tout fait pour la perturber. Le 1^{er} septembre, jour de l'arrivée de la mission de l'Agence, les forces armées ukrainiennes ont procédé à des tirs d'artillerie massifs sur la centrale et la ville d'Energodar à partir de 5 heures du matin. Elles ont continué à bombarder la centrale nucléaire de Zaporojie jusqu'au dernier moment, alors que l'équipe de l'AIEA était déjà en route pour la centrale. L'artillerie ukrainienne a bombardé la zone de la centrale nucléaire de Zaporojie, la localité de Vasilyevka, où la mission de l'AIEA devait rencontrer des spécialistes russes, ainsi que la route menant à Energodar. Quatre obus ont explosé à une distance de 400 mètres du réacteur 1 de la centrale nucléaire de Zaporojie. Les opérations des forces armées ukrainiennes ont directement menacé la vie et la sûreté des inspecteurs de l'Agence.

Cependant, le régime de Kiev ne s'est pas arrêté là. Il s'est livré à une odieuse provocation en tentant de s'emparer de la centrale par la force juste avant l'arrivée de la mission de l'AIEA. Le 1^{er} septembre à 6 heures du matin, des groupes de saboteurs de combat des forces

armées ukrainiennes ont été envoyés vers la centrale nucléaire de Zaporojie en passant par le réservoir de Kakhovka afin de s'emparer de la centrale.

En d'autres termes, afin de donner l'impression que les forces armées ukrainiennes réalisent des progrès, ce dont le régime de Zelenskyy a bien entendu besoin pour quémander davantage d'armes occidentales, des hostilités actives ont été lancées aux abords de la centrale, ce qui aurait pu causer des dommages critiques à son intégrité. Si cette opération avait abouti et que la centrale nucléaire de Zaporojie était tombée sous le contrôle des autorités de Kiev, le Directeur général de l'AIEA, M. Grossi, et les experts de la mission seraient devenus des boucliers humains pour les saboteurs ukrainiens.

Ces provocations ont été jugulées grâce aux interventions efficaces des forces armées russes et de la Garde nationale, ainsi qu'à la vigilance de la population locale. En conséquence, la rencontre entre les représentants de la Fédération de Russie et l'équipe de l'AIEA n'a eu lieu qu'à midi, soit quatre heures plus tard que prévu. Nous saluons le courage des représentants de l'Agence et leur volonté de travailler littéralement sous le feu ukrainien.

S'agissant de la tentative des forces armées ukrainiennes de perturber cette visite par l'envoi de saboteurs dans le but de capturer par la force la centrale nucléaire de Zaporojie, nous aimerions demander au Directeur général quelle en a été l'incidence sur le travail de la mission. Que peut-il nous dire de ces agissements de la partie ukrainienne dans le contexte des menaces qui pèsent sur la sécurité physique de la centrale et sur la sûreté du personnel de l'Agence ? Je souhaiterais poser une question similaire au Secrétaire général. Des employés du Département de la sûreté et de la sécurité de l'ONU faisaient partie de la mission de l'AIEA et étaient directement chargés d'en assurer la sûreté et la sécurité. Il était de leur devoir d'évaluer la situation et d'être attentifs à tout risque potentiel encouru par celle-ci. Que pense son personnel des risques que la partie ukrainienne a fait courir à la mission ?

Kiev ne s'est même pas donné la peine de cacher sa déception quant aux résultats de la visite de l'AIEA à la centrale nucléaire de Zaporojie. Mykhailo Podolyak, conseiller de Vladimir Zelenskyy, a notamment dit que toutes ces missions de médiation semblaient extrêmement inefficaces et extrêmement lâches, dénuées de tout professionnalisme. Selon lui, les équipes n'ont jamais été prêtes à travailler dans des conditions extrêmes, et

cela s'applique non seulement à l'AIEA, mais également à l'ONU. Dans la description du fonctionnaire ukrainien, les organisations internationales n'inspirent pas confiance, d'emblée. M. Podolyak a également déclaré douter que la mission de l'AIEA ait pu procéder à un examen détaillé en deux heures.

Se sentant impuissant et enragé, Kiev a décidé de poursuivre ses dangereux projets. Le 2 septembre, le régime de Kiev a une fois de plus essayé en vain de prendre la centrale nucléaire de Zaporojie malgré la présence de l'AIEA. Cette tentative a été déjouée par les forces armées russes, mais le régime de Kiev a continué d'attaquer la centrale tous les jours depuis lors. Le 3 septembre, les forces armées de l'Ukraine ont utilisé huit drones à munitions suspendues. Toutefois, grâce aux forces armées russes, les drones en approche ont été bloqués. Après cela, ils ont été contraints de lâcher leurs grenades dans des zones désertes à plus de 1,5 kilomètre du périmètre de sécurité de la centrale. Le 4 septembre, les forces ukrainiennes ont utilisé un drone de combat pour frapper. La réaction des forces armées russes a eu pour effet que le drone ukrainien a perdu le contrôle et s'est écrasé à un kilomètre de la centrale. Le 5 septembre, les Ukrainiens ont à nouveau bombardé la centrale avec des pièces d'artillerie. L'un des trois obus tirés s'est abattu sur le toit du bâtiment spécial no 1, qui renferme l'assemblage combustible et des déchets radioactifs solides. D'après les informations du Ministre russe de la défense, le bombardement de la centrale et d'Energodar est effectué depuis l'autre côté du réservoir de Kakhovka, et plus précisément depuis les villes de Nikopol, Marganets et Maryevka, qui sont sous le contrôle des forces armées ukrainiennes.

À cause des attaques ukrainiennes, cinq des sept lignes électriques de la centrale de Zaporojie ont été endommagées. Nous appelons les membres du Conseil de sécurité et les hauts responsables de l'ONU à condamner fermement ces actes de provocation du régime de Kiev. Ils visent non seulement le personnel de la centrale, mais aussi des fonctionnaires internationaux, à savoir le personnel de l'AIEA. Les forces armées ukrainiennes continuent également de prendre pour cible la population d'Energodar. Ne serait-ce qu'aujourd'hui, on a dénombré cinq bombardements d'artillerie sur place. Nous savons que les citoyens ont appelé collectivement le Directeur général à mettre fin aux actes de provocation du régime de Kiev. Les grands médias ont couvert très largement l'affaire. Le Directeur général a répondu

qu'il ferait tout ce qui est en son pouvoir. Nous aimerions lui demander des précisions à ce sujet. Que pense-t-il après ses échanges avec la population d'Enerгодар ?

Nous continuerons de faire tout ce que nous pouvons pour garantir le fonctionnement en toute sécurité de la centrale nucléaire de Zaporijie. Son personnel technique régulier, en lien avec des spécialistes russes, assure son fonctionnement. Jusqu'à présent, le niveau de radiations à la centrale est normal. Cependant, si les provocations du régime de Kiev devaient se poursuivre, personne ne sera à l'abri de conséquences potentiellement plus graves. La responsabilité en incombe pleinement à Kiev, à ses soutiens occidentaux et à tous les autres membres du Conseil de sécurité qui n'ont pas encore trouvé le courage d'appeler les choses par leur nom, ou d'appeler Kiev à cesser ses actes irréfléchis contre la centrale nucléaire de Zaporijie, ce qui fait peser une menace réelle sur la paix et la sécurité internationales. Nous escomptons que les membres du Conseil de sécurité auront assez de courage aujourd'hui pour le faire, afin d'empêcher une potentielle catastrophe nucléaire.

M. DeLaurentis (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général Guterres et le Directeur général Grossi. Nous apprécions leur appui continu pour garantir la sûreté et la sécurité opérationnelles de la centrale nucléaire de Zaporijia malgré les attaques en cours de la Russie et son refus de faire taire les armes et de se retirer de l'Ukraine afin que cette situation puisse être réglée de façon pacifique et diplomatique.

Premièrement, il faut saluer les parties qui ont facilité la visite de l'équipe de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Cette visite lui a permis d'accomplir l'important travail qui est le sien en dépit de la situation de plus en plus dangereuse qui règne dans le complexe de Zaporijia. Les États-Unis accueillent avec satisfaction le rapport technique issu de la mission de l'AIEA sur place. Nous plaidons pour un accès constant, sans entrave et sûr de l'AIEA à la centrale. Pour cela, il est essentiel que la Russie permette aux opérateurs ukrainiens de prendre absolument toutes les mesures que l'équipe de l'AIEA et eux-mêmes jugent importantes pour le fonctionnement en toute sécurité de la centrale, afin d'atténuer le risque d'incident nucléaire.

C'est une question de sûreté nucléaire internationale. Le danger est énorme. Il nous concerne tous. Une fois encore, nous appuyons l'appel de l'Ukraine à la démilitarisation de la zone entourant la centrale de Zaporijia. En outre, nous exigeons que la Russie se retire

immédiatement du territoire souverain de l'Ukraine. Malgré le spectacle qu'elle nous a livré ici aujourd'hui pour éviter d'assumer la responsabilité de ses actions, la Russie n'a aucunement le droit d'exposer le monde à un risque inutile et à la possibilité d'une catastrophe nucléaire. Pire, la situation est entièrement de la faute de la Russie. Le danger actuel à Zaporijia résulte de l'invasion non provoquée et illégale de l'Ukraine par la Russie. Plus précisément, elle résulte de la saisie préméditée de cette centrale par la Russie le 4 mars. La communauté internationale a appelé la Russie à éviter la centrale nucléaire. Au lieu de cela, les troupes russes ont frappé la centrale et s'en sont emparées, ébranlant les sept piliers de la sûreté et de la sécurité nucléaires de l'AIEA. La Russie continue de mener des opérations militaires autour de la centrale. Chaque jour que la Russie contrôle la centrale, le risque d'incident nucléaire s'accroît.

Pendant le week-end, les bombardements ont une fois encore déconnecté une ligne électrique externe, menaçant le bon fonctionnement de la centrale. Nous comprenons que la centrale produit actuellement assez d'électricité pour ses systèmes de refroidissement, mais la présence militaire persistante de la Russie dans la zone continuera de faire courir un grave danger à la centrale et à toute la région. Nous continuons d'exhorter la Russie à mettre un terme à toutes ses opérations militaires dans le périmètre ou à proximité des installations nucléaires de l'Ukraine et à en restituer le plein contrôle à l'Ukraine. Le rapport de l'AIEA donne à lire en détail les conditions qui font monter en flèche le stress et la contrainte subis par les opérateurs, augmentant ainsi de manière inacceptable le risque d'erreur humaine. Il y est également noté que les opérations de combat incessantes à proximité de la centrale et l'installation de matériel et de personnel militaires en son sein contribuent également au risque de catastrophe nucléaire. Je tiens à dire que nous nous associons au Directeur général pour féliciter le personnel de toutes les installations nucléaires de l'endurance et de la résilience dont il fait preuve pour maintenir les sites en fonctionnement de façon sûre au milieu du conflit.

Le courageux maire de Nikopol a fait à un organe de presse la déclaration suivante : « Notre plus gros problème, c'est que nous ne pouvons pas prédire ce qui se passera demain, ni même s'il y aura un demain ». Un autre citoyen ukrainien a quant à lui déclaré : « Tous autant que nous sommes, en fait, nous avons peur tout le temps. Je suis vieux, j'ai du diabète. S'il arrive quelque chose, j'aurai seulement le temps de m'allonger sur le sol

et de fermer les yeux ». Personne ne devrait avoir à vivre comme cela. Rien n'excuse le risque inutile d'un incident nucléaire. Nul ne devrait se demander s'il y aura un demain.

La centrale et l'électricité qu'elle produit appartiennent à l'Ukraine. Toute tentative par la Russie de déconnecter la centrale nucléaire de Zaporijia de l'Ukraine et de rediriger l'électricité qu'elle produit vers la Russie serait une provocation majeure, en plus d'être égoïste et à courte vue. Nous rejetons tous les efforts déployés par la Russie pour se servir du réseau électrique de l'Ukraine comme d'un pion dans cette guerre injustifiée et pour utiliser les centrales nucléaires de l'Ukraine comme boucliers ou sites de déploiement militaires. La Russie est responsable de cette crise, et elle peut la régler dès maintenant. La solution n'est pas compliquée. La Fédération de Russie doit en finir avec son comportement irresponsable et retirer immédiatement ses troupes, non seulement de la zone entourant Zaporijia, mais de toute l'Ukraine. Le cynisme désabusé de la Russie, qui prétend être profondément préoccupé par le risque de catastrophe, ne mènera à rien.

Il est évident que pour régler ce problème le plus rapidement possible, la Russie doit se retirer immédiatement. Malheureusement pour nous, la Fédération de Russie a montré son vrai visage en rejetant le document final de la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. La Russie, à elle seule, a bloqué le consensus sur ce document final. Cela n'est pas surprenant, étant donné que les actes posés par la Russie au cours de sa nouvelle invasion de l'Ukraine portent atteinte à l'utilisation sûre, sécurisée et pacifique de l'énergie nucléaire, qui sont précisément les questions que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et sa conférence d'examen sont appelés à traiter. Ce manque d'engagement en faveur des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire remet en question la fiabilité de la Russie en tant que fournisseur de matières, d'équipements et de technologies nucléaires. Tous les États responsables du monde qui sont parties au TNP ont demandé à la Russie de mettre un terme à toute activité militaire aux abords de l'installation de Zaporijia et d'en restituer à juste titre le contrôle total à l'Ukraine. La Russie doit s'exécuter maintenant, avant qu'il ne soit trop tard.

Alors que les civils paient un tribut de plus en plus lourd au conflit, j'espère que nous tous, au nom des pays que nous représentons, déclarerons sans ambiguïté

dans cette salle que la Russie doit faire taire ses armes, se retirer de l'Ukraine et s'engager sur la voie de la diplomatie. Les déclarations d'ordre général exprimant des préoccupations ou les appels à toutes les parties ne contribueront pas à régler cette crise. Toutes les parties ne sont pas responsables de cette situation. La Russie est responsable de cette situation et il lui incombe maintenant de montrer par ses actions qu'elle respecte la Charte des Nations Unies en respectant la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Dame Barbara Woodward (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Pour commencer, je voudrais féliciter le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Grossi, ainsi que son personnel, de leur visite à la centrale nucléaire de Zaporijia dans des circonstances extrêmement difficiles. Nous nous félicitons de la présence continue de l'AIEA sur place, et je remercie également l'Ukraine d'avoir contribué à faciliter cette visite.

L'AIEA a conclu que l'intégrité physique de la centrale nucléaire de Zaporijia avait été violée à plusieurs reprises. Avec la publication de son rapport aujourd'hui, l'AIEA confirme la présence de personnel, de véhicules et d'équipements militaires russes à l'intérieur de la centrale. Nous avons cru comprendre que dans certains cas, les équipements militaires russes se trouvaient à moins de 60 mètres des réacteurs nucléaires. De plus, le rapport confirme le stress et la pression extrêmes auxquels sont soumis les membres courageux du personnel ukrainien de la centrale. Ce ne sont plus des opérateurs, mais des otages tenus en joue. En choisissant d'envahir une centrale nucléaire et en plaçant Zaporijia entre deux feux, la Russie joue à la roulette avec la sécurité nucléaire. Tant que la Russie occupe la centrale, on ne peut garantir la sûreté et la sécurité de son fonctionnement. Par conséquent, toute mesure visant à garantir la sécurité nucléaire de la centrale doit inclure un retrait total des troupes et du personnel russes.

C'est la troisième séance sur cette question organisée à la demande de la Russie ces dernières semaines. Cependant, il ne faut pas se faire d'illusions. La situation à Zaporijia est entièrement le fait de la Russie. C'est l'invasion de la Russie qui a perturbé le fonctionnement des installations nucléaires en Ukraine. C'est la Russie qui met en péril la sécurité de millions de personnes dans la région qui seraient touchées par un incident nucléaire. Et c'est la Russie qui peut régler cette situation en retirant

immédiatement ses forces de Zaporijia et de l'ensemble du territoire ukrainien et en mettant un terme à son agression insensée et irréfléchie.

M. Costa Filho (Brésil) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Secrétaire général de son exposé. Je remercie également le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de la visite de son équipe à Zaporijia et de son rapport.

La mission de l'AIEA qui a été dépêchée la semaine dernière à la centrale nucléaire de Zaporijia est une évolution positive dans un conflit où les bonnes nouvelles sont plutôt rares. Grâce à la présence des inspecteurs de l'Agence sur les lieux, nous pouvons apprécier la véritable ampleur des risques qui pèsent sur la sécurité de ces installations nucléaires. Éviter une catastrophe nucléaire doit être une priorité pour toutes les parties. Ce conflit a déjà entraîné la mort de dizaines de milliers de personnes et le déplacement de millions d'autres. Il est extrêmement préoccupant que l'intégrité physique de la centrale ait été violée à plusieurs reprises ces dernières semaines. Plus inquiétant encore est le fait que la perspective d'une mission de l'AIEA n'a pas suffi à faire cesser les bombardements. Le Brésil renouvelle son appel en faveur d'une suspension immédiate de toutes les mesures susceptibles de mettre en péril la sécurité de Zaporijia, avant que les dommages causés à la centrale n'entraînent des conséquences irréparables pour la vie humaine, l'environnement et la sécurité de la région. Dans ce contexte, nous prenons note des recommandations que le Directeur général Rafael Grossi a adressées aux parties.

Nous souhaitons rappeler une nouvelle fois au Conseil que les attaques menées contre des installations nucléaires utilisées à des fins pacifiques constituent des violations de la Charte des Nations Unies, du droit international et du statut de l'AIEA. Nous rappelons aux parties les responsabilités qui leur incombent en vertu d'instruments multilatéraux tels que la Convention sur la sûreté nucléaire, la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et son amendement. Nous espérons que la raison l'emportera et que les craintes d'une catastrophe nucléaire pourront être dissipées.

M. Hoxha (Albanie) (*parle en anglais*) : Je voudrais à mon tour remercier le Secrétaire général et le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie

atomique (AIEA), M. Grossi, des informations qu'ils nous ont communiquées et de leur leadership sur cette question très importante.

Nous nous félicitons de ce qu'en dépit de retards injustifiés, l'équipe d'inspection de l'AIEA a pu mener sa première mission à la centrale nucléaire de Zaporijia. Nous félicitons le Directeur général Grossi et son équipe pour leur détermination à maintenir la mission, malgré des circonstances extrêmement difficiles. Nous les remercions de leur rapport et l'accueillons avec satisfaction. Nous sommes conscients qu'il s'agit de la mission sur le terrain la plus importante, la plus complexe et la plus difficile de l'AIEA depuis Tchernobyl.

Nous sommes rassurés et soulagés par la visite et la présence des experts de l'AIEA dans la centrale, même si les conclusions et les informations communiquées aujourd'hui par le Directeur général sont inquiétantes, voire alarmantes. Nous souscrivons pleinement à la conclusion selon laquelle la poursuite des combats à l'intérieur et autour de la centrale nucléaire ne peut qu'accroître le risque de catastrophe, puisque, comme cela a déjà été vérifié, l'intégrité physique de la centrale nucléaire de Zaporijia en Ukraine, occupée par les Russes, a été violée à plusieurs reprises, et que la poursuite des hostilités représente toujours une menace imminente. Il est désormais de notoriété publique que les sept piliers essentiels au maintien de la sûreté et de la sécurité nucléaires de la centrale, qui ont été mentionnés une nouvelle fois par le Directeur général à la présente séance, ont été compromis, ce qui est triste et inquiétant. Cela est inacceptable.

La présence de forces militaires russes dans la centrale nucléaire est illégale. Elle empêche l'opérateur et les autorités ukrainiennes de s'acquitter pleinement des obligations en matière de sûreté nucléaire et radiologique qui leur incombent au titre des conventions internationales et des normes de sûreté de l'AIEA. Comme l'a déjà déclaré le Conseil des gouverneurs de l'AIEA,

« L'invasion de l'Ukraine par la Russie et sa présence continue dans les installations nucléaires ukrainiennes augmentent considérablement le risque d'incidents et d'accidents nucléaires ».

Le rapport de l'AIEA publié aujourd'hui le confirme. Comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, le personnel ukrainien qui assure le fonctionnement de la centrale sous l'occupation militaire russe est soumis en permanence à un niveau élevé de stress et de pressions. Cette situation n'est pas viable et pourrait entraîner un risque accru d'erreur humaine, avec des implications en termes de sûreté nucléaire.

Il y a quelques semaines, la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) n'a pas été en mesure d'adopter un document final, marquant malheureusement un autre échec de la diplomatie dans sa mission principale. Nous savons tous pourquoi c'est arrivé. Nous savons tous qui a fait cavalier seul, dans l'isolement le plus total, tenant obstinément en otage le monde entier, qui s'était réuni pour réaffirmer l'importance du TNP et de ses trois piliers. Il n'est donc pas surprenant que nous tous qui sommes dans cette salle, ainsi que tous les experts du nucléaire à travers le monde, aient des raisons de s'inquiéter sérieusement du fait que les actes irréflectifs de l'armée russe puissent accidentellement ou intentionnellement conduire à une cascade d'événements terribles qui menaceraient non seulement l'Ukraine, sa population et tous ses voisins, mais aussi le continent européen et au-delà.

La situation est claire et il n'y a pas de place pour la polémique ou des tentatives de rejeter la faute sur d'autres, et encore moins pour les propos mensongers que nous entendons sans cesse. Nous avons été convoqués ici, et ce n'est pas la première fois, pour traiter les symptômes d'un problème alors que nous savons qu'il faut s'attaquer à la source même du problème. De quel droit la Russie se permet-elle d'attaquer, d'envahir, d'occuper et de militariser une centrale nucléaire dans un autre pays ? Qui est responsable des combats qui font rage à l'intérieur et autour de la centrale nucléaire en Ukraine ? Pourquoi la Russie n'a-t-elle pas répondu à l'appel à démilitariser la centrale, à la remettre à ceux à qui elle appartient légalement, à savoir l'Ukraine, et à accepter d'établir un périmètre de sécurité afin d'éviter l'impensable ? Une réponse claire et directe à ces questions nous aiderait à y voir plus clair et à apaiser ces inquiétudes.

Nous renouvelons notre appel à la Fédération de Russie pour qu'elle retire ses forces militaires et tout autre personnel non autorisé de la centrale nucléaire de Zaporijia, de ses environs immédiats et de l'ensemble du territoire ukrainien, afin que l'opérateur ukrainien puisse de nouveau assumer ses responsabilités souveraines et que les membres légitimes du personnel puissent s'acquitter de leurs tâches sans ingérence extérieure, à l'abri des menaces et sans avoir à subir des conditions de travail oppressives. Nous craignons que les dommages étendus causés aux infrastructures, une caractéristique constante et brutale de l'attaque russe en cours contre l'Ukraine, et les interruptions de l'alimentation électrique, qui se sont produites plus d'une fois et

ont conduit à l'arrêt répété des réacteurs, n'augmentent le risque d'incendie dans la centrale, ce qui endommagerait les systèmes de refroidissement et conduirait à la fusion du cœur du réacteur. Ce serait épouvantable. L'Albanie condamne tout acte de violence perpétré à l'intérieur ou à proximité de la centrale nucléaire de Zaporijia ou contre son personnel. Nous appuyons pleinement la recommandation de l'AIEA d'établir un périmètre de sécurité autour de la centrale nucléaire et demandons qu'elle soit mise en œuvre immédiatement.

Je voudrais terminer en soulignant que les centrales nucléaires ne sont pas construites pour résister ou survivre à des activités militaires, que ce soit dans la centrale elle-même ou à proximité. Elles ne doivent donc pas être transformées en garnison militaire ou en plateforme pour lancer des attaques militaires. N'oublions pas que jouer avec la sécurité nucléaire revient à jouer avec le feu, un feu qui pourrait brûler des millions de personnes et entraîner des conséquences catastrophiques pour l'environnement pendant des décennies.

M^{me} Moran (Irlande) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Secrétaire général et le Directeur général Grossi de leurs exposés. Nous nous félicitons de la mission d'appui et d'assistance de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à la centrale nucléaire de Zaporijia, et je tiens à féliciter l'AIEA et l'ONU pour la manière dont cette mission a été menée. Nous nous félicitons du rapport du Directeur général et des recommandations qui y figurent, ainsi que de l'intention du Directeur général de maintenir une présence permanente de l'AIEA à la centrale. L'AIEA a un rôle clef à jouer pour aider l'Ukraine à garantir la sûreté et la sécurité nucléaires face à l'occupation par la Russie d'infrastructures ukrainiennes aussi critiques.

Nous sommes vivement préoccupés par la situation à la centrale nucléaire de Zaporijia, notamment par la poursuite des activités militaires et des bombardements autour de la centrale. Nous souscrivons pleinement à l'appel du Secrétaire général en faveur de la démilitarisation de la centrale et de ses environs. Le fait que la centrale ait perdu toute connexion avec le principal réseau électrique ukrainien suscite de graves inquiétudes. Nous demandons instamment à la Russie de mettre fin à ses efforts visant à déconnecter la centrale, qui créent un risque important d'incident radiologique catastrophique. Le Directeur général a une nouvelle fois expliqué clairement l'importance des sept piliers de la sûreté et de la sécurité nucléaires, et la manière dont ils sont mis à mal à la centrale de Zaporijia en raison des

actions de la Russie. Nous appelons la Russie et tous les États à s'engager pleinement à respecter les sept piliers pour toutes les installations et matières nucléaires, y compris dans les situations de conflit armé.

Une fois encore, soyons clairs : les problèmes survenus à la centrale Zaporijia découlent uniquement de la guerre injuste et non provoquée que la Russie livre à l'Ukraine. Les actes irresponsables des forces militaires russes et leur saisie par la force de la centrale nucléaire illustrent leur mépris total pour la sûreté et la sécurité nucléaires. Une fois encore, je voudrais rappeler que si la Russie veut réellement garantir la sécurité de la centrale nucléaire de Zaporijia, elle doit mettre fin à son occupation illégale du site et retirer ses troupes et ses munitions. C'est essentiel pour que les autorités ukrainiennes, en collaboration avec l'AIEA, puissent assumer leurs responsabilités en matière de sûreté et de sécurité sur le site. La Russie doit mettre fin à cette guerre, se retirer de l'ensemble du territoire ukrainien et respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de ses voisins.

M^{me} Heimerback (Norvège) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général et le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de leurs exposés opportuns et alarmants. On ne saurait trop insister sur l'importance de la mission de l'AIEA à la centrale nucléaire de Zaporijia et sur le maintien de la présence de l'Agence sur place. Ses efforts professionnels et impartiaux sont essentiels pour que nous puissions comprendre la situation à la centrale. Nous saluons également le travail crucial effectué par le personnel ukrainien, qui, dans des conditions difficiles, continue de faire fonctionner la centrale alors qu'elle est occupée par les forces russes. Nous appelons la Russie à restituer le plein contrôle de la centrale à son opérateur ukrainien. Une ligne claire de contrôle opérationnel et d'autorité par l'Ukraine est d'une importance capitale.

La situation en matière de sûreté et de sécurité à la centrale nucléaire de Zaporijia s'est détériorée uniquement en raison de l'agression russe. Il est totalement inacceptable qu'une installation nucléaire soit devenue une ligne de front dans la guerre que mène actuellement la Russie contre l'Ukraine. Nous saluons la publication aujourd'hui du rapport de synthèse de l'AIEA, assorti de recommandations. Selon l'AIEA, il faut mettre en place de toute urgence des mesures provisoires pour prévenir un accident nucléaire résultant des dommages physiques causés par les activités militaires. Comme l'a expliqué le Directeur général, cela peut inclure la création immédiate d'une zone de protection de la sûreté et de la sécurité nucléaires.

Nous réaffirmons l'importance des sept piliers de la sûreté et de la sécurité nucléaires décrits par le Directeur général et appuyons l'Agence dans ses efforts pour contribuer à la mise en œuvre de ces piliers en Ukraine. Nous nous faisons également l'écho des préoccupations du Directeur général, notamment en ce qui concerne l'intégrité physique de la centrale, son alimentation électrique et les conditions de travail de son personnel. Les installations nucléaires ne doivent pas être utilisées à des fins militaires ou pour stocker du matériel militaire.

Nous demeurons préoccupés par l'éventualité que la saisie d'une centrale nucléaire par la Russie soit également un moyen de prendre en otage une source centrale essentielle d'approvisionnement en électricité de la population civile en Ukraine. L'électricité produite à la centrale nucléaire de Zaporijia revient de droit au peuple ukrainien. Toute tentative de déconnecter la centrale du réseau électrique ukrainien est inacceptable. La Russie doit retirer immédiatement ses forces de l'intérieur et des alentours de la centrale nucléaire de Zaporijia et de toutes les autres installations nucléaires ukrainiennes.

Les attaques incessantes contre les civils et les infrastructures civiles ont des conséquences dévastatrices et inacceptables. La guerre illégale et l'agression non provoquée de la Russie causent de terribles souffrances aux habitants de l'Ukraine et d'autres régions du monde, notamment en aggravant l'insécurité alimentaire mondiale, les personnes les plus vulnérables étant les plus durement touchées.

Je termine en réaffirmant une fois de plus que la Norvège condamne dans les termes les plus fermes le choix de la Russie de lancer cette guerre. La Fédération de Russie doit retirer immédiatement ses forces de l'intérieur des frontières internationalement reconnues de l'Ukraine. C'est la seule solution durable aux nombreux problèmes que nous examinons aujourd'hui.

M^{me} Kamboj (Inde) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Secrétaire général de son exposé détaillé et le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de sa mise à jour sur la récente visite de l'équipe de l'AIEA à la centrale nucléaire de Zaporijia.

L'Inde attache une grande importance à la sûreté et à la sécurité des installations nucléaires en Ukraine, car tout accident impliquant des installations nucléaires pourrait avoir de graves conséquences pour la santé publique et l'environnement. À cet égard, nous nous félicitons de la récente visite de l'équipe de l'AIEA et nous

continuerons de suivre de près l'évolution de la situation concernant la sûreté et la sécurité des réacteurs et des installations nucléaires de l'Ukraine. Nous prenons note du fait que l'AIEA maintiendra une présence à la centrale de Zaporijia. Nous estimons que l'exécution par l'AIEA de ses activités en matière de garanties et de vérification, conformément à son statut et de manière efficace, non discriminatoire et efficiente est une grande priorité, et nous apprécions à leur juste valeur ses efforts à cet égard. Nous renouvelons notre appel à toutes les parties pour qu'elles fassent preuve de la plus grande retenue, pour ne pas mettre en danger la sûreté et la sécurité des installations nucléaires et du personnel qui y travaille.

L'Inde demeure préoccupée par la situation en Ukraine. Nous n'avons eu de cesse d'appeler à la cessation immédiate des hostilités et à la fin de la violence depuis le début du conflit. Nous avons invité les deux parties à reprendre la voie de la diplomatie et du dialogue. Nous appuyons tous les efforts diplomatiques visant à mettre un terme au conflit.

Nous saluons l'initiative, appuyée par le Secrétaire général, visant à relancer l'exportation de céréales d'Ukraine par la mer Noire et à faciliter les exportations de denrées alimentaires et d'engrais russes. Ces efforts montrent que les divergences peuvent être surmontées par un dialogue et une diplomatie soutenus, ce qui a toujours été la position de l'Inde. Nous réaffirmons une fois de plus que l'ordre mondial est ancré dans le droit international, la Charte des Nations Unies et le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté des États.

M. Abushahab (Émirats arabes unis) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Secrétaire général, M. Guterres, et le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de leurs exposés. Je saisis également cette occasion pour exprimer la gratitude des Émirats arabes unis à tous les membres de l'équipe de l'AIEA qui ont inspecté la centrale nucléaire de Zaporijia pour leur professionnalisme et leur dévouement dans des circonstances extrêmement difficiles. La mission de l'AIEA a constitué un premier pas essentiel s'agissant d'évaluer la sûreté et la sécurité des installations nucléaires de l'Ukraine. Les Émirats arabes unis saluent la coopération des deux parties, qui a permis d'organiser la visite et d'accéder à la centrale. Nous espérons que l'esprit constructif de coopération technique sur toutes les questions liées au fonctionnement et à la protection de la centrale de Zaporijia sera maintenu et appliqué à toutes les autres installations nucléaires qui se trouvent en Ukraine.

Dans le même temps, nous nous faisons l'écho des préoccupations exprimées par le Directeur général, M. Grossi, et l'AIEA dans son rapport publié aujourd'hui concernant le fait que l'intégrité physique de la centrale nucléaire de Zaporijia a été violée à plusieurs reprises. Comme le souligne le rapport, il sera important de mettre des mesures en place afin de prévenir un accident nucléaire qui pourrait être provoqué par les dégâts matériels causés à la centrale. À cet égard, la récente nouvelle selon laquelle la centrale a été de nouveau déconnectée du réseau électrique en raison d'incendies causés par les bombardements est une source de profonde préoccupation et montre que même avec la présence de l'AIEA sur le site de la centrale, la désescalade reste d'une importance capitale pour garantir la sûreté de la centrale avant qu'il ne soit trop tard. La perturbation de l'alimentation externe de la centrale et tout incident qui menacerait la sûreté et la sécurité de son personnel pourraient entraîner des conséquences catastrophiques et seraient inacceptables. Les centrales nucléaires telles que celle de Zaporijia bénéficient d'une protection spéciale en vertu du droit international humanitaire, et cette protection doit être assurée. Le risque d'une catastrophe nucléaire est simplement trop important et les conséquences seraient terribles. Comme nous l'avons dit auparavant, les Émirats arabes unis appuient fermement les sept piliers de la sûreté et de la sécurité nucléaire définis par l'AIEA et appellent les deux parties au conflit à veiller à ce qu'ils soient respectés. Il est alarmant que le rapport publié par l'AIEA aujourd'hui confirme que les sept piliers ont été compromis.

Il est essentiel que les activités de la centrale nucléaire de Zaporijia soient menées en toute sécurité non seulement en raison des conséquences catastrophiques qui découleraient d'un accident nucléaire, mais également parce qu'elle joue un rôle crucial dans l'approvisionnement en électricité des civils, qui plus est à l'approche de l'hiver. Il restera essentiel de maintenir la présence des inspecteurs internationaux de l'AIEA pour évaluer la sécurité des opérations et stabiliser la situation à la centrale de Zaporijia. Nous saluons l'engagement de l'AIEA à rester sur le terrain tout en organisant d'autres visites techniques périodiques. En définitive, les parties au conflit et la communauté internationale devront néanmoins œuvrer en faveur d'un retour à la normale dans les plus brefs délais. L'étape la plus cruciale pour y parvenir consiste à faire cesser les hostilités et à mettre fin au conflit par des moyens diplomatiques. L'ensemble des membres du Conseil de sécurité doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour appuyer tous les efforts déployés à cette fin.

M. Biang (Gabon) : Je remercie le Secrétaire général d'avoir campé le décor de la situation à Zaporijia. Je remercie également le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, pour les informations utiles qu'il vient de livrer sur la situation qui prévaut à la centrale de Zaporijia. Nous prenons note avec intérêt du déploiement sur site des experts de l'AIEA pour une mission d'inspection et pour s'assurer du bon fonctionnement des installations. Nous avons pris note de l'état des lieux dressé par M. Grossi ainsi que de ses recommandations. Nous avons confiance dans ses équipes sur le terrain, et notre attention restera concentrée sur Zaporijia.

Nous demeurons cependant préoccupés par les informations faisant état de plusieurs violations de l'intégrité physique des installations de la centrale ainsi que de perturbations dans la distribution de l'électricité. Les risques d'un incident nucléaire ne sont manifestement pas encore circonscrits ou maîtrisés. Il est crucial et urgent de restaurer et de préserver l'intégrité physique de la centrale nucléaire. Nous condamnons toute utilisation ou menace d'utilisation des installations nucléaires à des fins militaires. L'éventualité d'un accident nucléaire aux effets potentiellement catastrophiques ne doit pas être un épouvantail ni être utilisée comme une arme de guerre. Nous appelons à nouveau à la cessation de toute activité militaire à l'intérieur et aux abords de la centrale de Zaporijia. Les parties au conflit doivent s'abstenir de toute attaque sur le site nucléaire. Nous appelons à des enquêtes indépendantes et impartiales pour établir les responsabilités sur toute activité militaire menée, qui soit préjudiciable aux installations nucléaires. Nous rappelons que les parties au conflit sont tenues de respecter les règles de sécurité nucléaire en vigueur et de coopérer avec l'AIEA de manière transparente en vue de sécuriser les sites. Nous ne pouvons nous satisfaire de mesures approximatives devant l'ampleur du risque.

Nous ne nous lasserons pas de dire qu'il est temps de remettre la paix au centre des objectifs prioritaires à atteindre en Ukraine. Parallèlement aux efforts déployés pour éviter au monde une catastrophe nucléaire, les négociations doivent se poursuivre de bonne foi pour mettre fin à la guerre. Nous encourageons toutes les initiatives visant à amener les parties à la table de négociation en vue d'un arrêt des hostilités. Une autre alternative existe, et il n'y en a pas de meilleure que la coexistence pacifique. Mon pays se dissociera de toutes les tentatives d'utiliser le Conseil à d'autres fins que celle de rechercher la paix et la sécurité internationales.

Nous encourageons tous les efforts politiques et diplomatiques visant à mettre fin à l'escalade, à faire taire les armes et à parvenir à un accord pour une paix durable entre les parties. Une catastrophe nucléaire serait une atteinte extrêmement grave à notre paix et à notre sécurité collectives. C'est au nom de cette communauté de destin que nous exhortons les parties à faire preuve de bonne volonté, d'engagement et de persévérance dans la recherche de la paix.

M. Geng Shuang (Chine) (*parle en chinois*) : Je tiens à remercier le Secrétaire général Guterres et le Directeur général Grossi de leurs exposés.

Depuis un certain temps, la sûreté et la sécurité de la centrale nucléaire de Zaporijia mettent à rude épreuve la communauté internationale, dont le souhait unanime a été de faciliter une visite de terrain de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur le site de la centrale dès que possible. Grâce à la coopération entre la Russie et l'Ukraine, le Directeur général Grossi et ses collègues ont pu se rendre sur place la semaine dernière, ce qui a permis de comprendre de manière complète et objective le fonctionnement des installations nucléaires et les dégâts causés à ces installations, afin de prendre des mesures ciblées.

La Chine se félicite de cette évolution positive et salue les efforts déployés par le Directeur général Grossi et les experts de l'AIEA et du Secrétariat. Dans le même temps, malgré les avertissements et appels répétés de la communauté internationale, le bombardement de la centrale nucléaire de Zaporijia s'est poursuivi, même après l'arrivée des visiteurs de l'AIEA à la centrale. Cette situation est vraiment inquiétante.

L'accident nucléaire de Tchernobyl n'est pas tombé dans l'oubli, et les effets de l'accident nucléaire de Fukushima ne se sont pas dissipés à ce jour. Le monde ne peut pas se permettre de connaître une nouvelle catastrophe nucléaire. Nous appelons une fois encore les parties concernées à rester attachées à l'humanité, à la rationalité scientifique, à la communication et à la coopération ; à respecter strictement la Convention sur la sûreté nucléaire et les autres règles pertinentes du droit international ; à préserver effectivement les sept piliers proposés par le Directeur général Grossi ; à éviter toute action susceptible de mettre en danger la sûreté et la sécurité des installations nucléaires ; et à s'abstenir de toute nouvelle tentative de tester cette voie dangereuse.

Nous sommes favorables au maintien de la présence des experts de l'AIEA à la centrale nucléaire de Zaporijia et espérons que les experts résidents fourniront un appui technique continu, régulier et professionnel afin de garantir la sûreté et la sécurité des installations nucléaires. Nous encourageons également l'AIEA à continuer de communiquer avec les parties concernées.

Depuis le début de la crise en Ukraine, la menace que représentent les conflits armés pour la sûreté et la sécurité des centrales nucléaires fait planer le spectre d'une catastrophe nucléaire. Compte tenu des innombrables vies en jeu et du bien-être de générations entières, nous ne pouvons pas nous permettre de prendre des risques ou de rester les bras croisés, mais devons faire de notre mieux pour réduire au minimum les risques d'accidents. La communauté internationale doit intensifier ses efforts diplomatiques pour promouvoir la reprise rapide des négociations entre les parties, parvenir à un cessez-le-feu, faire cesser les combats dès que possible et éliminer les risques pour la sécurité nucléaire à leur source.

Nous appelons une fois de plus toutes les parties à adopter une approche responsable pour promouvoir la désescalade de la situation, œuvrer pour trouver une solution pacifique à la crise en Ukraine, travailler ensemble pour construire la paix et la tranquillité régionales, et maintenir conjointement la sécurité et la stabilité mondiales.

M. de la Fuente Ramírez (Mexique) (*parle en espagnol*) : Je remercie le Secrétaire général Guterres de son exposé et le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Rafael Grossi, de nous avoir informés de la visite de la mission d'assistance à la centrale nucléaire de Zaporijia.

Je tiens tout d'abord à saluer les accords conclus entre les parties au conflit, qui ont permis à une équipe de 14 experts de l'AIEA d'effectuer une inspection technique de la centrale nucléaire, ainsi qu'à deux d'entre eux de maintenir une présence permanente sur place afin de continuer à surveiller les conditions sur le terrain. C'est très important pour que l'Agence puisse continuer à disposer en temps réel d'informations objectives, authentiques et indépendantes. Comme nous l'avons déjà dit, ainsi que d'autres, au Conseil, il est essentiel de garantir le bon fonctionnement et la sécurité de la centrale pour éviter une catastrophe aux conséquences humanitaires très graves, non seulement pour l'Ukraine mais aussi pour les pays voisins et, en fin de compte, pour le monde entier.

Nous remercions également le Département de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies d'avoir fourni un appui logistique à la mission de l'AIEA lors de sa visite à Zaporijia et d'avoir assuré sa sécurité. Une fois de plus, nous appelons toutes les parties à éviter toute action susceptible de mettre en péril l'intégrité et le fonctionnement de la centrale nucléaire et à garantir l'intégrité des experts internationaux de l'AIEA, auxquels nous accordons notre confiance du fait de leur professionnalisme, de leur compétence et de leur impartialité.

Il est regrettable d'entendre que les sept piliers de la sécurité nucléaire ne sont pas pleinement respectés à Zaporijia, comme nous l'indique le Directeur général Grossi, et nous prenons acte de ses recommandations fort opportunes. Nous réaffirmons que toute attaque contre l'installation nucléaire constitue une violation inadmissible du droit international et du Statut de l'AIEA. Nous demandons instamment à l'Agence de continuer à partager avec le Conseil toute information sur la situation sur le terrain. Nous espérons que les conditions à la centrale nucléaire s'amélioreront bientôt et permettront de garantir sa sécurité.

Nous espérons que la visite de la mission d'assistance de l'AIEA et sa présence permanente sur le site de la centrale nucléaire contribueront à des négociations rapides qui mettront fin aux hostilités en Ukraine. Face au risque de catastrophe nucléaire auquel nous sommes confrontés, le Mexique réaffirme sa détermination à faire tout ce qui est en son pouvoir pour promouvoir une voie diplomatique qui puisse mettre fin à cette guerre.

M. Agyeman (Ghana) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Secrétaire général de sa déclaration et le Directeur général Rafael Grossi de son important exposé sur la situation à la centrale nucléaire de Zaporijia, contrôlée par la Russie.

L'exposé qui nous a été présenté cet après-midi renforce nos préoccupations constantes quant à l'exacerbation rapide des risques de radioexposition résultant de la militarisation de la centrale nucléaire de Zaporijia et de ses environs. Après le pilonnage incessant de l'installation le jeudi 25 août, qui a entraîné une interruption temporaire de l'alimentation électrique principale des réacteurs nucléaires, nous avons reçu, avec la même inquiétude, la nouvelle de la perte de la connexion principale de la centrale nucléaire au réseau électrique samedi, en raison d'un pilonnage continu. Ces incidents compromettent le refroidissement et le fonctionnement en toute sécurité de la centrale et

accroissent les risques de radioexposition accidentelle ou délibérée, qui, si elle devait se produire, entraînerait des niveaux catastrophiques de dommages pour les vies humaines, l'environnement, le climat et la biodiversité de l'Ukraine et de l'ensemble du continent européen, avec des conséquences tout aussi dommageables pour les continents voisins.

Les contre-accusations des deux parties n'ont servi à rien et n'ont fait qu'accentuer la méfiance et les divergences entre elles, mettant encore plus en danger la sûreté de la centrale. Nous souscrivons donc pleinement à la position de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), selon laquelle, en attendant la fin du conflit et le rétablissement de conditions stables, il est urgent de prendre des mesures provisoires pour prévenir un accident nucléaire résultant de dommages physiques causés par des actions militaires. Nous approuvons également l'approche en deux étapes présentée par le Secrétaire général dans sa déclaration au Conseil cet après-midi. À cet égard, le Ghana appuie le leadership professionnel du Directeur général et l'engagement ferme de l'AIEA à mettre en place des mesures de vérification et de garanties pour assurer l'intégrité physique de la centrale nucléaire, conformément aux sept piliers de la sûreté et de la sécurité nucléaires définis par l'AIEA. Nous appuyons tous les efforts visant à rétablir et à préserver la sécurité de la centrale, nous nous félicitons de la présence continue de la mission d'appui et d'assistance de l'AIEA à Zaporijia et nous exhortons les parties au conflit à coopérer avec la mission dans toute la mesure du possible, alors que nous travaillons à la démilitarisation de la centrale nucléaire de Zaporijia et de tous les autres sites nucléaires en Ukraine.

Nous réaffirmons notre position sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et engageons vivement les parties à prendre des mesures concrètes, conformément aux obligations internationales qui leur incombent, pour préserver l'intégrité des sites nucléaires. Nous rappelons les préceptes du droit international humanitaire en matière de protection des civils et de protection des infrastructures civiles contre la destruction en temps de guerre, sans exception.

Tout en nous félicitant des différentes initiatives importantes mises en œuvre à plusieurs niveaux pour remédier aux conséquences négatives de la guerre sur la vie et les moyens de subsistance du peuple ukrainien, sur l'économie mondiale et sur les chaînes d'approvisionnement alimentaire et énergétique, nous soulignons que ces mesures ne sauraient remplacer tous les gains

que pourrait apporter la fin de la guerre. C'est pourquoi nous appelons vivement à la recherche d'une solution globale et durable pour mettre fin à la guerre, tout en répondant aux préoccupations des parties en matière de sécurité par la voie de la diplomatie et du dialogue. Nous estimons qu'il est essentiel que la Fédération de Russie tienne compte de l'appel lancé par la communauté internationale en faveur du retrait immédiat et inconditionnel de ses forces de l'intérieur des frontières internationalement reconnues de l'Ukraine, pour ouvrir la voie à un véritable dialogue entre les parties en vue de parvenir à un règlement pacifique.

Enfin, nous sollicitons vivement l'appui continu du Conseil et de la communauté internationale pour trouver une solution rapide, globale et durable à cette attaque injustifiée contre le peuple et la souveraineté de l'Ukraine.

M. Kiboino (Kenya) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général, António Guterres, et le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Rafael Grossi, de leurs exposés. Leur participation à la présente séance souligne le caractère extrêmement sensible et grave de cette question, ainsi que leur engagement résolu et leur volonté d'éviter ce qui pourrait être le pire scénario dans le cadre de la guerre en Ukraine.

En tant qu'État partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, le Kenya défend les objectifs du Traité, qui consistent à prévenir la propagation des armes nucléaires et de la technologie connexe, à favoriser les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et à promouvoir l'objectif du désarmement. Nous sommes conscients que toute attaque, délibérée ou accidentelle, contre une installation nucléaire, active-rait instantanément des armes nucléaires, ce qui aurait des conséquences catastrophiques. Nous sommes donc profondément préoccupés par la fragilité de la sûreté et de la sécurité nucléaires en Ukraine, en particulier à la centrale de Zaporijia, notamment au vu des informations alarmantes faisant état d'une intensification des bombardements sur le site nucléaire ces dernières semaines et ces derniers jours. Le Kenya se félicite de la présence des membres de la mission d'appui et d'assistance de l'AIEA à Zaporijia et demande instamment qu'ils bénéficient d'un appui et d'une coopération sans réserve pour leur permettre d'atteindre leur objectif.

Nous appelons de nouveau les parties concernées à faire preuve de retenue, à agir avec prudence, à s'abstenir de toute action susceptible de compromettre

la sûreté et la sécurité nucléaires, et à ne ménager aucun effort pour réduire au minimum les risques d'un incident nucléaire. À cet égard, nous nous félicitons des sept piliers énoncés par le Directeur général de l'AIEA, et nous souscrivons tout particulièrement à l'appel lancé, notamment par le Secrétaire général, en faveur de l'établissement d'un périmètre démilitarisé autour de l'installation nucléaire. Le Kenya continue d'appeler à une cessation immédiate de la guerre en privilégiant les outils diplomatiques dont nous disposons pour épargner au peuple ukrainien de nouvelles souffrances. Enfin, je réaffirme le respect du Kenya pour la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Le Président : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la France.

Je remercie le Secrétaire général, ainsi que le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), pour leurs présentations.

Le 24 février dernier, piétinant la Charte des Nations Unies et tous les principes du droit international, la Russie a agressé et envahi l'Ukraine. Les conséquences de cette guerre illicite et injustifiée se manifestent dans tous les domaines : humanitaire, alimentaire, énergétique et nucléaire. N'inversons pas les responsabilités. Aucun de ces multiples défis ne nous serait opposé si la Russie n'avait pas lancé cette guerre – aucun. La solution de chacun d'entre eux passe avant tout par le retour au plein respect du droit international, comme l'a exigé la Cour internationale de Justice dès le 16 mars, et par le retour de la pleine souveraineté de l'Ukraine.

Parmi ces défis, l'agression de l'Ukraine par la Russie fait aujourd'hui courir une grave menace sur les installations nucléaires ukrainiennes. L'occupation illégale de la centrale par la Russie et les actions des forces armées russes à proximité augmentent significativement le risque d'un accident. Cette situation constitue un risque inacceptable non seulement pour l'Ukraine, mais pour l'Europe tout entière. C'est la Russie qui en porte la responsabilité, et c'est elle qui doit en répondre en retirant ses troupes de la centrale et de l'ensemble du territoire ukrainien. Elle tente d'accuser la partie adverse, mais c'est elle qui se comporte comme un pompier pyromane : elle déclenche le feu partout en Ukraine pour ensuite distribuer ses bons conseils sur la façon de l'éteindre.

Depuis plusieurs semaines, la France s'est mobilisée au plus haut niveau afin de faciliter le déploiement d'une mission des experts de l'AIEA à la centrale de

Zaporijia. Le Président Macron et la Ministre de l'Europe et des affaires étrangères ont reçu le Directeur général de l'AIEA à Paris pour lui apporter tout notre soutien. La France se félicite de la tenue de cette mission, qui constitue une première étape encourageante et nécessaire. Elle salue le rôle constructif joué par les autorités ukrainiennes afin que cette mission se déroule dans les meilleures conditions possibles.

Le constat rapporté par l'Agence est très préoccupant. À plusieurs reprises ces derniers jours, la centrale a été déconnectée du réseau électrique. Le dernier réacteur opérationnel de la centrale a été débranché temporairement en raison d'un incendie. Le Directeur général l'a dit, l'intégrité physique de la centrale a été violée à plusieurs reprises, et cela ne peut pas continuer. Face à l'urgence, il est impératif que les frappes et les tirs à proximité et depuis la centrale cessent. Tous les personnels et tous les matériels militaires russes doivent être retirés instamment de la centrale, c'est-à-dire que nous appelons à sa démilitarisation. Le personnel ukrainien qui exploite la centrale doit pouvoir assumer ses missions sans menace et sans pression. La souveraineté ukrainienne sur la centrale de Zaporijia doit être respectée. La Russie doit rendre à l'Ukraine le contrôle total de celle-ci, ainsi que de toutes les installations nucléaires d'Ukraine, et mettre fin à ses tentatives de détournement de l'électricité produite au profit de territoires qu'elle occupe illégalement.

La France salue et continuera de soutenir les efforts déployés par le Directeur général de l'AIEA. Nous saluons à cet égard la volonté de l'Agence d'établir une présence permanente sur le site de la centrale afin de traiter les aspects de sûreté et de sécurité nucléaires et de garanties. Il importe qu'elle puisse mener à bien sa mission en toute sécurité et sans interférence.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne la parole à M. Grossi, pour qu'il puisse répondre aux observations et aux questions.

M. Grossi (parle en anglais) : J'apprécie toutes les observations faites par les délégations au sujet du travail que nous avons accompli jusqu'à présent. Elles sont une formidable source d'encouragement pour le travail que nous menons et celui qui viendra. Le but de tout ce travail, comme je l'ai dit plus tôt, n'est pas seulement de produire des rapports, bien que les rapports soient souvent la base indispensable de l'action politique, mais aussi d'agir afin d'améliorer la situation.

Je suis également reconnaissant aux délégations de reconnaître l'importance des sept piliers que nous avons définis, ainsi que pour leur appui général à notre idée et notre initiative de mettre en place, à titre provisoire, une zone de protection pour maintenir la sûreté et la sécurité de la centrale.

Le représentant de la Fédération de Russie a posé certaines questions plus concrètes mais, si je puis me le permettre, j'y répondrai de façon globale, étant donné qu'il a fait référence aux interactions ayant abouti à la mission et à la façon dont celle-ci a été facilitée. Je pense qu'il a fallu beaucoup d'efforts des deux côtés et je me félicite vivement du fait que, si nous remontons au début de l'année, et, bien sûr, aux mois qui ont suivi, il y avait beaucoup d'obstacles que la mission a dû surmonter, en termes d'itinéraires, de caractéristiques et même de logistique. Finalement, je pense qu'il y a eu un plus petit dénominateur commun pour parvenir à la conviction que la mission devait aller de l'avant. Tel était effectivement le cas, et c'est pourquoi je tiens à saluer tous ceux qui ont permis de le faire. Tel ou telle des représentantes et représentants ici présents l'ont également mentionné.

Pour l'instant, je pense que le plus important reste à venir. Comme je l'ai indiqué dans mon rapport, je me rapprocherai bientôt des parties concernées pour soumettre à leur attention des éléments très concrets afin d'essayer de passer à la prochaine étape logique après la première, importante, qui consistera à mettre en place une protection immédiate pour la centrale.

Je suis toujours à la disposition du Conseil de sécurité et du Secrétaire général, qui a toute ma gratitude pour son appui. Nous continuerons de compter sur cet appui à notre personnel, en particulier les agents qui sont toujours à la centrale et devront être remplacés à un moment donné au titre du roulement que nous allons instaurer. Je sais qu'avec les gens brillants et dévoués du Département de la sûreté et de la sécurité et du Département de l'appui opérationnel, et avec le Secrétaire général lui-même, nous y arriverons.

Maintenant, mon invitation, mon exhortation et mon appel consistent à ce que nous œuvrions ensemble à la protection de la centrale nucléaire de Zaporijia par la mise en place d'une zone de protection de la sûreté et de la sécurité nucléaires. L'Agence internationale de l'énergie atomique prendra langue très bientôt avec tous les camps pour leur proposer des mesures concrètes.

Le Président : Je remercie M. Grossi pour ses précisions.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ukraine.

M. Kyslytsya (Ukraine) (*parle en anglais*) : Comme les autres membres du Conseil, je prends acte de la présence du représentant de l'État terroriste de Russie qui occupe le siège permanent de l'Union soviétique.

Je remercie le Secrétaire général de sa participation à la séance d'aujourd'hui. Je remercie également le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Rafael Grossi, de son exposé instructif.

Il y a lieu de déplorer que la Russie tente une fois de plus de faire un usage abusif de la boîte à outils du Conseil de sécurité pour détourner l'attention de la communauté internationale de la nécessité impérieuse de démilitariser et de cesser d'occuper l'installation nucléaire ukrainienne que les Russes ont transformée en base militaire. Il est en effet intéressant d'observer dans cette salle comment l'envoyé russe se plaint lamentablement ne pas avoir eu le temps d'étudier correctement le rapport publié par l'AIEA, comme si ce n'était pas la Russie elle-même qui avait demandé la présente séance de façon si urgente. Je dirais que la seule explication à l'empressement de la Russie tient à ce qu'elle essayait de faire pression sur le Directeur général Grossi et son équipe alors qu'ils étaient toujours en train de rédiger le rapport. Quand ce plan a échoué, grâce au fait que l'AIEA n'arrête jamais de travailler, ce qui lui a permis de publier le rapport aujourd'hui, avant la séance, l'envoyé russe a désespérément tenté de manipuler la situation, en se servant du rapport que lui-même a admis ne pas avoir eu le temps d'étudier. J'ai un conseil à donner à l'envoyé russe. Premièrement, la prochaine fois, il doit être patient. Il ne doit pas se hâter, sauf s'il s'agit du retrait de l'armée russe de l'Ukraine. Deuxièmement, il ne doit pas parler à la place de mon gouvernement. C'est mon rôle de m'exprimer au nom de mon gouvernement dans cette salle, et ce ne sera jamais le sien.

Dans un contexte marqué par des menaces accrues en matière de sécurité, à la suite de l'occupation de la centrale nucléaire de Zaporijia, l'Ukraine a clairement démontré qu'elle était prête à envisager toutes les options pour neutraliser un risque nucléaire et éviter des conséquences effroyables. Début août, après de nombreuses violations, par les occupants, de tous les piliers de l'AIEA relatifs à la sûreté et à la sécurité nucléaires, la direction ukrainienne a officiellement demandé que l'AIEA dépêche une mission internationale à la centrale nucléaire de Zaporijia, avec la possibilité d'établir une

présence permanente de l'Agence sur place jusqu'à ce que les autorités ukrainiennes compétentes aient repris le plein contrôle de l'installation. Malgré diverses provocations de la Russie sur le chemin des membres de la mission vers la centrale, l'Ukraine a tout fait pour que la mission ait lieu dès que possible et puisse se dérouler en toute sécurité. Les préparatifs de la visite et ce qui s'est produit ensuite ont montré que la Puissance occupante entendait en outre se livrer au terrorisme nucléaire et n'épargner aucun effort pour détourner le travail de l'AIEA aux fins de manipulation.

L'Ukraine apprécie la bravoure et le professionnalisme des experts de la mission de l'AIEA. Toutefois, la visite n'était que la première étape. La centrale nucléaire de Zaporijia reste sous occupation. Du matériel militaire et des armes russes sont toujours déployés sur le site. Les provocations armées se poursuivent et les représentants de la Société nationale pour l'énergie atomique Rosatom, qui n'ont aucun droit d'être là, continuent d'interférer avec le processus technologique de la gestion de la centrale.

En fin de compte, le retrait des armes et des troupes russes et le retour de la centrale sous le contrôle total et légitime de l'Ukraine sont le seul moyen d'éliminer les menaces nucléaires qui découlent de la présence illégale de la Russie dans la centrale. Il s'agit d'une condition préalable essentielle pour rétablir non seulement la sûreté et la sécurité nucléaires, mais également le respect du droit international. Selon le rapport de la mission de l'AIEA, que nous avons eu le temps d'examiner, l'occupation militaire russe a gravement compromis la sûreté et la sécurité de la centrale. Il indique que :

« le niveau de stress élevé et de fortes pressions auquel est constamment soumis le personnel qui fait fonctionner la [centrale] n'est pas viable et pourrait entraîner une augmentation d'erreurs humaines, avec des implications en termes de sûreté nucléaire ».

Nous sommes préoccupés par le fait que le personnel ukrainien travaille dans de telles conditions, sous la menace et la pression des Russes. Nous sommes entièrement d'accord avec l'affirmation qui figure dans le rapport selon laquelle :

« il est essentiel que le personnel ukrainien qui fait fonctionner la centrale, qui est sous occupation russe, puisse s'acquitter de ses fonctions importantes sans que des menaces ou des pressions ne viennent compromettre non seulement sa sécurité, mais aussi celle de l'installation elle-même ».

Lors des séances précédentes du Conseil de sécurité, la délégation ukrainienne a appelé l'attention des membres sur la pratique de la Russie, qui consiste à utiliser la centrale nucléaire de Zaporijia comme bouclier pour son personnel et son matériel. Nos informations ont été désormais vérifiées par l'AIEA. Je vais citer le rapport :

« L'équipe a observé la présence de personnel, de véhicules et d'équipements militaires russes à divers endroits de la [centrale nucléaire de Zaporijia], notamment plusieurs camions militaires au rez-de-chaussée des salles de turbines des unités 1 et 2 et des véhicules militaires stationnés sous le passage supérieur reliant les unités de réacteurs. L'équipe a également observé la présence d'un groupe d'experts de Rosenergoatom ».

L'AIEA signale un autre point important dans le rapport, à savoir que :

« la présence du personnel technique supérieur de Rosatom pourrait entraîner une interférence avec les lignes normales de commandement ou d'autorité opérationnelle et créer des frictions potentielles au moment de la prise de décision ».

La délégation de l'Ukraine, tout comme la mission de l'AIEA, estime que les activités du personnel qui fait fonctionner la centrale :

« sont menées dans des circonstances très difficiles, puisque le personnel et les équipements militaires, ainsi que des représentants de Rosatom sont présents sur le site ».

Par conséquent, nous appelons la Russie à mettre en œuvre la recommandation du rapport relative à son retrait.

La question qui est à l'examen, à savoir la présence continue de l'AIEA à la centrale de Zaporijia, est une idée qui, je tiens à le souligner, a été proposée par l'Ukraine. La partie ukrainienne est disposée à poursuivre avec l'AIEA l'examen des modalités spécifiques d'une telle présence. La proposition qui est actuellement à l'examen doit être évaluée convenablement au regard des risques et des défis potentiels. Étant donné la volonté des occupants russes de poursuivre leurs provocations organisées, nous devons trouver un moyen efficace de garantir à la fois la sécurité des experts de l'AIEA et leur immunité face aux manipulations de la Russie. L'Ukraine est prête à entamer immédiatement des consultations de fond avec l'AIEA sur les modalités de

la présence continue de l'Agence à la centrale nucléaire de Zaporijia, en vue de stabiliser la situation critique qui règne à la centrale et d'éviter que la situation ne se détériore davantage.

Comme l'a dit le Président Zelenskyy dans son allocution vidéo diffusée à la nation il y a moins d'une heure, pour ce qui est de la proposition du Directeur général Grossi d'établir une zone de protection pour assurer la sûreté et la sécurité nucléaires, nous devons examiner le contenu spécifique d'un tel instrument. Que signifie exactement le terme « protection » ? Si on envisage la démilitarisation du territoire de la centrale nucléaire dans la proposition, ce qui est logique, puisque c'est la présence militaire russe qui a exposé la centrale à une catastrophe due aux rayonnements, alors nous pouvons appuyer la création d'une telle zone de protection démilitarisée. En tout état de cause, il est clair que les organisations internationales actuelles auront besoin d'un mandat plus élargi pour agir. Le Président estime que le monde mérite et a besoin de l'intervention des représentants de l'AIEA pour contraindre la Russie à démilitariser le territoire de la centrale nucléaire et à en remettre le contrôle total à l'Ukraine.

Concernant la centrale nucléaire de Zaporijia, nous confirmons que l'Ukraine n'a jamais eu recours à des actions militaires violentes qui mettraient en danger non seulement notre État, mais aussi des millions de vies dans les pays voisins. Hier, en raison des bombardements provocateurs de la Russie, la dernière ligne de transmission d'électricité qui reliait la centrale au réseau électrique de l'Ukraine a été endommagée. C'est la deuxième fois qu'en raison d'un acte de provocation russe, la centrale de Zaporijia se trouve à deux doigts d'une catastrophe nucléaire. Comme l'a dit le Président Zelenskyy dans sa déclaration d'hier, nous estimons que les agissements de la Russie, à la veille de la publication des conclusions de l'AIEA, ne sont pas anodins. Le bombardement du territoire dans lequel se trouve la centrale nucléaire de Zaporijia montre que cet État terroriste n'a que faire des déclarations de l'AIEA ou des décisions de la communauté internationale. La Russie veut seulement que la situation demeure aussi pire que possible, le plus longtemps possible. Le seul moyen de changer cette situation est de renforcer les sanctions et de désigner officiellement la Russie comme un État terroriste à part entière.

L'Ukraine a une position très claire, transparente et honnête. Tant que la station était sous notre contrôle, il n'y avait aucune menace de catastrophe due aux

rayonnements. Cependant, dès l'arrivée de la Russie, le pire scénario est immédiatement devenu une possibilité. Cela nécessite une réponse internationale de la part de l'ONU et de chaque État normal. Je réaffirme que les efforts internationaux communs doivent avant tout conduire au retrait du personnel militaire et civil russe du territoire de la centrale nucléaire de Zaporijia et de la ville d'Enerhodar. Cela permettra définitivement de rétablir le fonctionnement de la centrale en toute sécurité, comme c'était le cas avant la guerre totale de la Russie contre l'Ukraine. Comme l'indique le rapport de l'AIEA :

« la situation actuelle est intenable et le meilleur moyen de garantir la sûreté et la sécurité des installations nucléaires de l'Ukraine et de sa population serait que ce conflit armé prenne fin maintenant ».

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Allemagne.

M. Zahneisen (Allemagne) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je vous remercie, Monsieur le Président, de nous donner l'occasion de nous exprimer aujourd'hui devant le Conseil sur cette question, qui préoccupe vivement mon pays. Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration et le Directeur général Grossi de son exposé complet. Comme d'autres délégations, nous remercions le Directeur général Grossi de son leadership sur cette question et nous nous félicitons de son dernier rapport sur Zaporijia. Nous remercions vivement l'équipe de l'Agence internationale de l'énergie (AIEA) déployée sur le terrain et le personnel ukrainien qui fait fonctionner la centrale de Zaporijia, qui continue de travailler dans des conditions extrêmement difficiles.

Comme je l'ai dit, mon pays reste profondément préoccupé par le grave danger pour la sécurité nucléaire découlant de la guerre d'agression illégale et non provoquée de la Russie contre l'Ukraine, un danger nucléaire qui pourrait mettre en péril l'ensemble du continent européen et les autres continents. Il n'y a aucun doute sur les responsables de cette situation précaire. Ce n'est pas l'histoire de l'œuf et de la poule. C'est la Fédération de Russie qui a attaqué son voisin, l'Ukraine, et occupé illégalement des parties du territoire ukrainien, notamment le site de la centrale nucléaire de Zaporijia. Sans l'agression russe, nous ne serions pas réunis dans cette salle pour la troisième fois à discuter du manque flagrant de sûreté et de sécurité nucléaires en Europe,

et il n'y aurait aucun risque d'incident nucléaire dont les conséquences pourraient dépasser largement les frontières de l'Ukraine.

Contrairement aux affirmations mensongères de la Russie, c'est la saisie par la Russie de la centrale nucléaire de Zaporijia qui constitue une grave menace pour la sûreté et la sécurité de ce site. C'est la Russie qui militarise les centrales électriques. C'est la Russie qui y installe du matériel et des troupes. C'est ce qui a créé une situation dangereuse à Zaporijia. La Fédération de Russie peut changer cette situation à tout moment en démilitarisant le site, ce que nous l'appelons à faire.

Dans les circonstances actuelles, il est de la plus haute importance de mener une enquête sur la situation et d'évaluer la sécurité du fonctionnement de la centrale sur le terrain. L'Allemagne, à titre national et en tant que présidente du Groupe des Sept, a fait partie des pays qui ont insisté pour qu'une mission soit déployée de toute urgence, et nous remercions l'AIEA d'avoir mené cette mission dans des circonstances exceptionnellement difficiles. Nous partageons l'avis du Directeur général selon lequel la situation à la centrale reste très préoccupante en ce qui concerne la sécurité nucléaire et d'autres questions concernant l'infrastructure et les lignes électriques, ainsi que la sécurité du personnel.

Il est essentiel que la mission puisse poursuivre son travail à la centrale et qu'elle reste présente en permanence sur le site. L'AIEA doit pouvoir répondre à tout moment aux préoccupations en matière de sûreté, de sécurité et de garanties liées à la centrale de Zaporijia.

Enfin, nous demandons à la Russie de restituer le plein contrôle de la centrale nucléaire de Zaporijia à son propriétaire légitime et souverain, l'Ukraine, afin d'assurer son fonctionnement en toute sécurité et de fournir un approvisionnement continu en électricité à la population ukrainienne.

Pour terminer, la Fédération de Russie doit changer de cap, respecter pleinement la lettre et l'esprit de la Charte des Nations Unies et retirer ses forces armées de tous les territoires ukrainiens. La Fédération de Russie doit se conformer à l'ordonnance juridiquement contraignante de la Cour internationale de Justice et suspendre immédiatement ses opérations militaires contre l'Ukraine. L'Allemagne continuera d'apporter son appui à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

La séance est levée à 16 h 55.